

[ÉTUDES]

Alain RALLET : *ANATOMIE DE LA QUESTION PAYSANNE AUJOURD'HUI*

La question paysanne est un grand classique de la révolution communiste. Mais elle a toujours été prise entre deux feux, celui de son importance politique stratégique et celui de son évidence par le capitalisme.

Celui de son **importance politique** car il a fallu reconnaître la portée révolutionnaire de certains soulèvements paysans (Engels, *La guerre des paysans*, 1850) et la nécessité d'une alliance entre ouvriers et paysans structurant le camp du peuple à la conquête du pouvoir. On sait que la construction de cette alliance a connu des fortunes politiques très diverses, sacrifiée sur l'autel de l'industrialisation en Union soviétique dès la fin des années 20 (Robert Linhart, *Lénine, les paysans et Taylor*, 1976, Seuil), base politique et territoriale de la longue révolution démocratique chinoise (1927-1949).

Celui de son **évidement progressif** par le capitalisme car, en pénétrant l'agriculture à l'instar des autres secteurs, le capitalisme établit le règne des grandes exploitations agricoles, industrialise la production et tend à éliminer les paysans pauvres qui sont la couche de la paysannerie susceptible de former une alliance révolutionnaire avec les ouvriers. Surgis de la soumission féodale et promis à la disparition par le capital dans la Grande Galerie de l'Évolution Historique, les paysans ont l'être-de-classe fugace. C'est pourquoi ils ont toujours été victimes d'une suspicion et d'un doute portant sur leur capacité politique. Alessandro Russo montre ainsi que la question de la capacité politique des paysans a été au centre de la controverse qui a déclenché la Révolution Culturelle.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

La question se pose différemment dans les pays capitalistes développés et les pays en développement (Inde, Brésil, Afrique, Chine...). L'élimination des paysans pauvres et moyens est en effet loin d'être acquise dans ces derniers pays et donc à l'échelle mondiale. Elle revêt des formes spécifiques d'un pays à l'autre.

Dans les pays capitalistes développés

Dans les pays capitalistes développés, l'élimination des paysans pauvres et même moyens est très avancée, pour ne pas dire irrémédiable.

En Europe, la transformation capitaliste de l'agriculture a été lancée en 1962 par la mise en place de la politique agricole commune (PAC) subordonnant la production aux marchés agricoles. Elle s'est accélérée avec le plan Mansholt (1968) visant explicitement à éliminer une partie importante des exploitants agricoles pour réduire les surplus engendrés par le productivisme de la PAC. En France, la modernisation capitaliste a été mise en œuvre par les lois Pisani dès le début des années 60 avec la collaboration du syndicalisme agricole.

Les transformations ont été brutales et radicales. Jusque-là, sous l'égide de la III^{ème} République, la bourgeoisie avait scellé un pacte avec la paysannerie centré autour de la petite propriété garante d'un attachement ancestral à la terre, du caractère familial de l'exploitation (pas ou peu d'ouvriers) se transmettant de génération en génération, d'une production limitée et non spécialisée (polyculture et polyélevage) servant à la consommation familiale et à l'approvisionnement d'une aire de marché de proximité, avec pour tout horizon culturel le cadre du village. C'est ce qu'on a appelé la « civilisation paysanne », les exploitants agricoles étant définis et perçus à ce titre comme des « paysans » porteurs non seulement d'un mode de production mais aussi des valeurs idéologiques qui y sont associées (attachement à la terre et à la nature, centration sur la famille, dur labeur rythmé par les saisons, faible équipement, horizon social limité...).

La « révolution agricole » des années 60, une rupture avec la « civilisation paysanne »

La révolution agricole initiée dans les années 60 a fait voler en éclats cette civilisation millénaire et organisé la « Fin des Paysans » (Henri Mendras, *La Fin des Paysans*, Seuil, 1967). Elle l'a fait dans une apparente continuité car elle a conservé le modèle de l'exploitation familiale. La superficie moyenne des exploitations a certes augmenté mais la grande exploitation n'est pas devenue dominante. La production a continué d'être principalement l'œuvre du couple conjugal avec parfois l'aide d'un ouvrier agricole. Mais la modernisation capitaliste a complètement transformé ce cadre familial de production en l'asservissant aux marchés en aval, aux fournisseurs d'intrants en amont (semences, engrais, pesticides...) et aux fabricants de machines agricoles via la mécanisation de la production.

Formellement indépendante, **l'exploitation agricole** s'est retrouvée prise dans un étau de relations marchandes sous domination de l'industrie agroalimentaire (substitution des marchés internationaux et européens à la production locale pour l'alimentation de la population et des animaux d'élevage), de l'industrie chimique et de l'industrie des machines agricoles, auxquelles on doit ajouter l'emprise des banques sur les agriculteurs pour financer l'accroissement de capital requis par cette transformation.

Ces relations qui enserrent l'exploitation agricole sont autant de moyens d'extraire le surplus créé par le travail des agriculteurs (excédent de la valeur de leur production sur leur consommation). Elles leur dictent ce qu'ils doivent produire en fonction des signaux de prix envoyés par les marchés et à quelle condition de rentabilité, ce à quoi veillent les banques les finançant. Leur indépendance entrepreneuriale, car on ne les appelle plus « paysans » mais « agriculteurs-entrepreneurs », est un miroir aux alouettes. Elle a d'ailleurs cessé de les duper tant leur subordination aux industriels de l'alimentation, à la grande distribution et aux banques est évidente et forte. Une des caractéristiques des mouvements récents de paysans est d'ailleurs de se retourner non seulement contre l'épouvantail étatique mais aussi contre l'industrie agro-alimentaire (pour autant qu'ils ne sont pas impliqués via des coopératives ou des parts dans le capital de cette industrie), la grande distribution ou les banques.

Les « Paysans Travailleurs » (PT) au coeur du nouveau modèle agricole

L'accroissement de la productivité du travail a été l'objectif principal de cette transformation. Alors qu'elle était très faible et peinait à nourrir la population, la productivité du travail dans l'agriculture fut dopée par l'usage de produits phytosanitaires, la sélection des semences et des espèces, la spécialisation géographique des productions et des régions et décuplée par la mécanisation au point de servir de vastes marchés avec une main d'œuvre en très forte diminution.

Dans les années 70, il y eut un débat sur la nature de classe de cette transformation. Les « paysans » ne seraient-ils pas devenus des « paysans-travailleurs » analogues aux ouvriers d'usine en raison de l'extorsion d'un surtravail par une autre voie que celle de la relation salariale (Amédée Mollard, *Paysans exploités. Essai sur la question paysanne*, PUG, 1977) ? Un dirigeant syndicaliste agricole issu du catholicisme social breton, Bernard Lambert, a emprunté cet étendard pour développer un **mouvement des Paysans Travailleurs au lendemain de Mai 1968** (*Les Paysans dans la lutte des classes*, 1970, Seuil). Son objectif était de sortir le syndicalisme agricole de son corporatisme en allant à la rencontre de la jeunesse et des ouvriers. Il a rafraîchi un temps le syndicalisme agricole en pointant la nature devenue capitaliste des rapports de production dans l'agriculture et en se mêlant aux causes mouvementistes de Lipp et du Larzac, mais il n'a pas réussi à sortir les Paysans-Travailleurs de leur gangue syndicale en développant par exemple une alliance politique avec les ouvriers de l'industrie agroalimentaire, fort nombreux en Bretagne. Le mouvement des Paysans Travailleurs est resté en fait de nature syndicale, sans véritable nouveauté politique, mais a ouvert la voie quelques années plus tard à la création de l'actuelle Confédération Paysanne qui défend une agriculture alternative à l'agriculture industrielle.

La dualité ambiguë des « Paysans Travailleurs Entrepreneurs » (PTE)

Pour en revenir à la nature des rapports de production dans cette agriculture pénétrée par le capitalisme, soulignons son ambiguïté qui tient à ce qu'elle prend deux aspects différents. D'un côté, il y a incontestablement un phénomène d'exploitation au sens de l'extorsion d'un surtravail (excès de la valeur créée par le travail de l'agriculteur sur celle de sa rémunération). Le surtravail s'opère, comme pour le travail salarié, par l'allongement de la semaine de travail (qui n'est pas limitée par le code du travail

contrairement aux salariés et avoisine souvent les 70 heures) et l'accroissement de la productivité du travail, des sortes d'équivalent de la plus-value absolue et de la plus-value relative de Marx.

Poursuivons l'analogie : l'extorsion du surtravail est permise par la **perte de contrôle du paysan sur son procès de travail**. Il a perdu la maîtrise de ce qu'il produit qui est dicté par le « marché »¹, comment il le produit (organisation du travail, utilisation des intrants chimiques et des machines imposée par les normes de productivité), à qui il le vend et à quel prix. Il lui reste d'être un travailleur, un « paysan travailleur ».

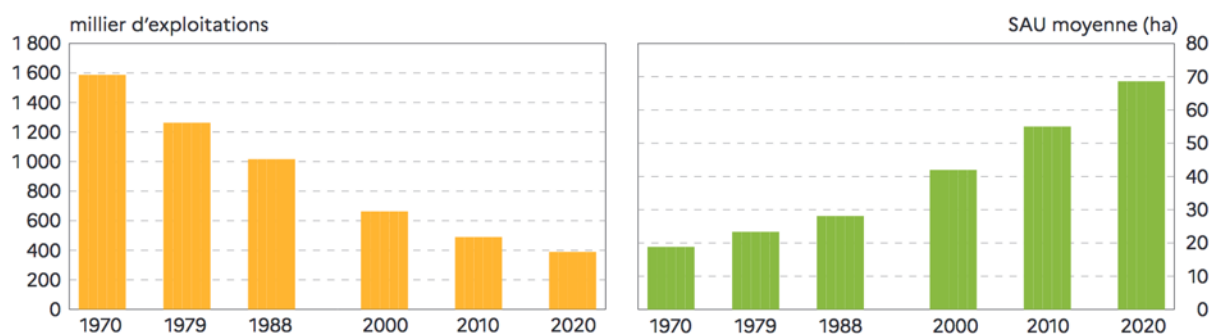
Mais à la différence du salarié, il avance un capital. Il doit le réunir en faisant appel à ses fonds propres (transmission familiale principalement) et à l'emprunt bancaire. Il l'utilise pour acquérir ou agrandir la terre de son exploitation, acheter les intrants et les machines (éventuellement mutualisées dans le cadre de coopératives), faire face aux aléas météorologiques et parfois investir dans des circuits de distribution via des coopératives de producteurs. Dans le cas où il n'a pas recours à un travailleur salarié (cas fréquent), il n'exploite personne sauf historiquement sa femme dont le travail n'était pas juridiquement reconnu². Il doit cependant avancer un capital, le mettre en œuvre dans un procès de production et le valoriser sur les marchés. Il est donc pris dans une logique de valorisation d'un capital et, comme pour tout capitaliste, dans une logique d'accumulation du capital car la concurrence qui l'oppose aux autres producteurs l'oblige à agrandir son exploitation, mécaniser davantage son activité, spécialiser sa production et trouver de nouveaux marchés.

Pour qu'il y ait accumulation, Il faut évidemment que tout le surtravail créé par le PTE ne soit pas approprié par les banquiers, les industriels agroalimentaires et les distributeurs de façon à ce qu'il lui reste une marge de profit. Mais comme l'agriculteur ne maîtrise pas les rapports de marché, la seule façon dont il peut se ménager un profit pour investir est de limiter sa rémunération et de détériorer ses conditions de travail et de vie. Le « Paysan Travailleur Entrepreneur » (PTE) ne survit comme capitaliste qu'en s'auto-exploitant comme travailleur. Cet écartèlement intériorisé par le PTE explique l'importance des suicides chez les agriculteurs (plus de 2 par jour selon la Mutualité agricole, particulièrement chez les paysans pauvres). L'adage en vigueur chez les paysans « **vivre pauvre pour mourir riche** » résume bien la situation des PTE.

Une hétérogénéité croissante des paysans comme résultat de la révolution agricole

En raison du bond de la productivité, le nombre d'exploitations a spectaculairement diminué (de 1.600.000 en 1970 à 380.000 actuellement) de même que l'emploi. En 1970 il y avait 2,4 millions emplois dans l'agriculture (dont 2,0 millions d'exploitants agricoles et 400.000 salariés), soit 11,4 % de l'emploi total contre 619.000 personnes actuellement (273.000 salariés et 346.000 exploitants), soit 2 % de l'emploi total.

Évolution du nombre d'exploitations et de leur surface moyenne en France métropolitaine



¹ « Le marché » n'est pas la libre rencontre fantasmée d'une offre et d'une demande, mais une construction institutionnelle des États (les marchés agricoles européens avec la PAC) ou des grandes bourses mondiales d'échange des produits agricoles (Le *Chicago Board of Trade* pour le blé, le *New York Mercantile Exchange* pour le coton...)

² Il a fallu en France attendre 1980 pour que les femmes acquièrent un statut de « co-exploitante », c'est à dire d'obtenir les droits de gérer l'exploitation au-delà de la reconnaissance de leur participation au travail agricole.

Mais la révolution agricole a considérablement élargi l'hétérogénéité du milieu paysan sous l'apparente domination de l'exploitation moyenne (69 ha actuellement). Il y a toujours eu des grandes, des moyennes et des petites exploitations mais ces différences tenaient à l'histoire de la propriété foncière dans les régions et à la nature des cultures. De manière endogène, le capitalisme agricole pousse désormais à la concentration de la production dans de grandes exploitations.

Taille des exploitations (France, 2020)

Taille des exploitations	nombre	%
Micro < 14 ha	100.000	26,3
Petites entre 15 ha et 50 ha	100.000	26,3
Moyennes entre 50 ha et 140 ha	100.000	26,3
Grandes > 140 ha	80.000	21
TOTAL	380.000	100

Les grandes exploitations représentent 40% de la surface agricole et 46% de l'emploi. Ce sont les seules dont le nombre augmente. La différenciation se retrouve dans les revenus tirés de l'agriculture³. Il y a un rapport de 1 à 10 entre le revenu des 10% les moins rémunérés (15.000 €/an) et celui des 10% les plus rémunérés (150.000 €/an). Un même ordre de grandeur se retrouve entre les types d'élevage (mieux vaut élever des porcs que des bovins pour la viande) ou les types de culture (mieux vaut être viticulteur ou céréalier qu'éleveur de bovins).

Dans cette course à l'accumulation, **l'élimination se fait par l'arrière** comme dans les cols du Tour de France. Bien que déjà fortement réduite, la population agricole non salariée ne va pas cesser de diminuer : la moitié des exploitants prendront leur retraite d'ici 2030 et 2/3 n'ont pas de successeurs désignés. Ils ne seront plus qu'1% en 2030 (Bertrand Hervieu, *Une France sans agriculteurs* ; Presses des Sciences Po, 2022). La transformation capitaliste de l'agriculture n'est pas terminée. Une seconde révolution est en cours.

Vers une seconde révolution agricole

L'industrialisation de l'agriculture est en train de faire sauter le verrou idéologico-politique de l'exploitation familiale. Le modèle du paysan avait été attaqué par ses bords amont et aval, subsistant sous la forme illusoire d'un capital s'auto-valorisant par le dur travail familial. Ce modèle est marginalisé par l'extension de l'industrialisation capitaliste de l'agriculture aux marchés domestiques (alimentation de la population et de l'élevage) qui ont été longtemps protégés de la concurrence des marchés mondiaux par des règles protectionnistes (Inde, Brésil, Europe...) ou/et des prix garantis aux agriculteurs (Europe, Inde). C'est la raison principale des récents mouvements paysans dans le monde.

Les garanties qui assuraient la pérennité du modèle d'exploitation familiale volent en éclats sous la pression de l'internationalisation croissante des marchés. **En Inde, au Brésil, en Afrique**, l'agriculture traditionnelle est frappée de plein fouet par la concurrence mondialisée des produits agricoles, ce qui menace la population la plus pauvre qui s'approvisionnait par des voies non marchandes auprès d'une agriculture locale de subsistance. Les modèles alimentaires sont aussi transformés, asservis aux produits des multinationales de l'agrobusiness.

En Europe, la transition a commencé en 1992 avec la fin des prix garantis aux agriculteurs (un prix minimum leur était assuré s'ils n'arrivaient pas à écouler leur production sur le marché). Les subventions sont accordées depuis cette date en fonction de la surface exploitée, ce qui avantage les grandes exploitations.

La marginalisation de l'exploitation familiale s'effectue par **la concentration de la propriété foncière**. La transmission familiale de la propriété ne fonctionne plus comme jadis car les successeurs n'ont pas les moyens de racheter et d'agrandir l'exploitation pour la mettre aux nouvelles normes de compétitivité ou ne souhaitent plus vivre le stress du PTE. Les terres sont dès lors vendues lors de la succession. Le capital à réunir étant hors de portée de jeunes voulant s'installer, les terres sont rachetées de plus en

³ En moyenne, ce revenu ne représente qu'un tiers des revenus des ménages agricoles : 20% provient des revenus du patrimoine foncier et le reste (un peu plus de 45%) des salaires des conjoints.

plus par des investisseurs qui n'appartiennent pas nécessairement au monde agricole. Ils le font sous la forme de sociétés civiles d'exploitation ou de sociétés anonymes ⁴. L'évolution est très rapide ⁵. Les sociétés au capital ouvert à des investisseurs non agricoles exploitent désormais 15% de la surface agricole utilisée en France.

Un modèle capitaliste de l'organisation de l'activité agricole

La transformation des exploitations familiales en sociétés ne se limite pas à la propriété foncière. Elle touche aussi la production car se développent des sociétés de travaux agricoles auxquelles sont déléguées tout ou partie des tâches productives. **Le recours à la sous-traitance productive** s'est ainsi multiplié, y compris pour les exploitations moyennes. Autant le nombre des exploitants non-salariés diminue rapidement, autant le salariat et le travail en intérim dans les sociétés de travaux agricoles s'est développé (+ 23% entre 2000 et 2016). La moitié des 730.000 personnes (salariés et non-salariés) qui travaillent dans l'agriculture n'appartiennent pas à des exploitations agricoles.

La « sociétarisation » de l'agriculture gagne aussi les entreprises de services techniques et la fonction de valorisation commerciale des produits agricoles. De sorte qu'en place d'un modèle agricole traditionnel (celui de l'exploitation familiale) où l'exploitant était propriétaire des terres, mettait en œuvre directement la production dans le cadre d'un procès de travail conjugal et tentait de valoriser ses produits sur le marché, se développe un modèle analogue au capital industriel où des investisseurs en capital détiennent la propriété de l'entreprise et décident de l'orientation des productions en fonction d'un retour financier attendu, la production agricole et sa gestion étant confiées à une société d'exploitation qui sous-traite certaines tâches productives, les services techniques et la valorisation commerciale étant délégués à des sociétés spécialisées.

Comment tout cela peut tenir ensemble ? Grâce d'une part à des holdings ayant des parts dans les divers types de société, d'autre part au contrôle des terres par les sociétés financières qui les ont achetées. Car contrôler la terre, c'est pouvoir décider des productions qui assureront la rentabilité du capital sur les marchés mondiaux. Il faut s'attendre à ce que les géants de l'industrie agro-alimentaire, voire la grande distribution, prennent le contrôle de ces sociétés pour les intégrer à leurs chaînes de valeur. L'agriculture tend vers une industrie capitaliste sous l'égide de l'industrie agro-alimentaire.

Productivité élevée du travail, ouvriers agricoles en faible nombre, problème de rentabilité du capital

La révolution agricole actuelle a pour but d'accroître la productivité du travail imposée par la compétitivité des produits agricoles sur les marchés mondialisés. D'où l'implosion du modèle productif précédent, la concentration de la propriété foncière et l'industrialisation des formes de production. Il en résulte un faible nombre de travailleurs agricoles sans rapport avec la croissance de la production. Les gains de productivité tiennent non seulement aux instruments de la révolution précédente (mécanisation, engrais, pesticides...) mais aussi à la réorganisation capitaliste de l'ensemble du secteur agricole.

Cependant, la productivité tend aujourd'hui à stagner, créant de fortes pressions sur la rentabilité du capital et précipitant l'élimination des agriculteurs les plus fragiles. **La stagnation de la productivité** s'explique par l'intensification capitaliste de la production opérée par la révolution agricole précédente. D'une part, la mécanisation et la chimisation de l'agriculture ont saccagé les écosystèmes agricoles et accéléré les aléas climatiques. L'intensification a d'autre part alourdi le poids du capital fixe (terres, machines, intrants) par rapport au travail seul créateur de valeur, ce qui fait baisser le taux de profit. C'est une illustration de l'explication marxiste de la baisse du taux de profit ⁶. Pour y remédier, la

⁴ Cf Terre de Liens, *La Propriété des Terres en France*, 2023

<https://ressources.terredeliens.org/les-ressources/la-propriete-des-terres-agricoles-en-france>

⁵ Elle fut d'autant plus rapide que l'achat des terres par ces sociétés leur a permis de contourner le contrôle exercé par les SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) sur les transactions foncières puisque les achats de terres ne passent plus par des transactions individualisées mais par l'achat de parts sociales où la valeur des terres est diluée parmi d'autres actifs de la société.

⁶ Si c est le capital fixe, v le capital sous forme de salaires et P le profit, le taux de profit t s'écrit $t = P/(c+v)$ soit $t = \frac{P}{v(\frac{c}{v}+1)}$: l'intensification capitaliste élève c/v et fait donc diminuer le taux de profit.

concurrence pousse les capitalistes à agrandir les exploitations, mécaniser davantage, multiplier les intrants chimiques, ce qui accroît le problème de rentabilité en élevant le rapport capital fixe/salaires.

Cette seconde révolution agricole n'est pas propre à l'agriculture des pays développés. On retrouve des caractéristiques similaires dans les pays en développement, même si la révolution agricole est encore principalement cantonnée au secteur d'exportation. Mais le modèle de l'exploitation paysanne familiale servant le marché intérieur commence aussi à être touché en raison de la mondialisation des marchés.

Dans les pays développés, on assiste pour l'heure à la coexistence de trois formes d'agriculture :

- **la firme capitaliste** décrite ci-dessus (ou « agriculture de firme » : François Purseigle, Geneviève Nguyen, Pierre Blanc, *Le nouveau capitalisme agricole. De la ferme à la firme*. Presses de Sciences Po, 2017) ;
- **l'exploitation familiale** qui subsiste mais n'est plus dominante (en France 30% des exploitations, 28% de la production) ;
- **des micro-entreprises** (maraîchage, petit élevage, produits bio, circuits courts...) qui n'ont pas une grande importance quantitative mais sont un lieu d'innovation en relation avec l'alimentation et les préoccupations écologiques des classes moyennes. Elles sont souvent subventionnées ou encouragées dans un cadre local.

Trois recompositions symboliques des campagnes

La seconde révolution agricole opère trois ruptures symboliques dans la représentation des paysans et des campagnes :

- « **Nourrir la population** » constituait la légitimité sociale de la paysannerie. La première révolution agricole en avait fait son but (PAC en Europe, révolution verte dans divers pays) ; la seconde subordonne l'objectif des besoins alimentaires à la rentabilité du capital.
- « **La terre revient à ceux qui la travaillent** ». La première révolution agricole avait bousculé l'antique « civilisation paysanne » mais établit le modèle de l'exploitation familiale comme mode de production dominant ; la seconde déconnecte la propriété de la terre du travail. La terre n'appartient plus à ceux qui la travaillent. Elle est de moins en moins transmise par le canal héréditaire.
- « **Les paysans sont à la campagne, les urbains à la ville** ». Les paysans sont désormais minoritaires à la campagne (7% des actifs des communes de moins de 3.000 habitants sont des agriculteurs en France). Les ouvriers y sont le groupe social le plus important. La fonction résidentielle de la campagne (gens travaillant à la ville, retraités, résidences secondaires...), l'emporte sur sa fonction de production agricole. Les modes de vie des ruraux et des urbains se sont culturellement rapprochés. Mais la campagne se singularise par un mode d'habiter spécifique distinct de celui de la ville.

La mondialisation de la question paysanne

La question paysanne proprement dite, celle qui concerne des millions de paysans, se joue aujourd'hui au niveau mondial, tant il y a d'un côté une mondialisation des marchés agricoles, et de l'autre des questions similaires posées aux masses paysannes.

Inde, Brésil, Afrique

En Inde, d'impressionnants mouvements paysans ont assiégé les villes, notamment la capitale New Delhi, en 2020-2021 puis récemment en février 2024, avec des affrontements violents avec le pouvoir (700 paysans morts depuis 2020). C'est la principale force d'opposition au régime de Modi. La plupart des paysans sont pauvres, 86% ont une exploitation de moins de 2 ha et 126 millions d'entre eux possèdent une exploitation de 0,6 ha chacun. Ils sont très endettés et victimes des pollutions résultant de la chimisation de l'agriculture opérée par la fameuse révolution verte de Nehru dans les années 60, particulièrement dans les cultures du riz et du blé (Pendjab, Haryana). Leurs revenus ne cessent de baisser car les prix autrefois garantis par l'État ont été livrés au marché par Modi et donc à l'agrobusiness. Celui-ci a dû reculer et revenir sur cette libéralisation des prix pour le riz et le blé mais les paysans demandent le retour des prix garantis pour toutes les productions ainsi que la déconnexion de l'Inde de

l'OMC. Cela consonne avec les revendications du récent mouvement des agriculteurs en Europe (« prix minimum « garantis » et coupure avec le marché mondial).

Au Brésil, il y a deux agricultures : l'une capitaliste tirée par l'agrobusiness, composée de grandes exploitations employant peu de main d'œuvre en rapport au capital investi et tournée vers l'exportation, l'autre « paysanne » fondée sur l'exploitation familiale et destinée à l'alimentation de la population brésilienne. Celle-ci est prépondérante dans des zones où la population agricole est nombreuse, et où tous ne trouvent pas de terres alors que des terres sont sous-exploitées par de grands propriétaires, d'où le mouvement historique d'occupation des terres par le MST (Mouvement des Sans Terre). L'agriculture paysanne mobilise 14 millions de personnes, soit 60 % des travailleurs dans l'agriculture. Les conflits autour de la terre sont très violents, qu'ils concernent le partage des territoires entre les deux types d'agriculture ou l'avancée de la « frontière » de l'exploitation capitaliste en Amazonie au détriment des populations indiennes et de travailleurs proches d'une situation d'esclavage. Sous la pression du bolsonarisme et de l'agro-industrie, le MST a mis en veilleuse l'occupation des terres et s'est lancé dans l'agro-écologie autour de coopératives servant des produits de qualité à la classe moyenne urbaine.

En Afrique, l'agriculture est prépondérante. Elle est l'activité principale de 80% de la population du continent. L'Afrique est appelée à jouer un rôle majeur dans l'alimentation mondiale car elle possède 60% des surfaces agraires disponibles dans le monde (particulièrement en RDC). Ses terres sont en conséquence l'objet de vives convoitises impérialistes, notamment de la part de la Chine, de l'Arabie Saoudite et des Émirats qui mènent une politique agressive d'achats de terre. L'Afrique aurait vendu pour 100 milliards de dollars de terres depuis 2000. Il existe comme au Brésil deux types d'agriculture, l'une tournée vers les cultures d'exportation (maïs, café, cacao...) et l'autre vers la petite paysannerie. Les investissements des États et des bailleurs internationaux ont privilégié l'agriculture moderne. L'agriculture paysanne est en situation de précarité, exploitant des cultures vivrières exposées aux aléas climatiques et aux troubles politiques. La malnutrition et la faim sont répandues. Les efforts entrepris pour sortir de cette situation sont menacés par le changement climatique plus rapide qu'ailleurs. La question écologique est une question politique primordiale pour l'agriculture africaine.

En Chine

Dès la **fin des années 70**, le régime Deng Xiao Ping a décollectivisé l'agriculture, la propriété collective étant conservée mais les droits d'usage du sol répartis entre les paysans. Aujourd'hui 200 millions de paysans travaillent sur des parcelles de 0,65 ha en moyenne. Leur situation de grande pauvreté oblige des membres de la famille à aller travailler dans les villes. Chaque année, 15 millions de ruraux quittent la campagne avec des allers-retours entre ville et campagne faute de permis de résidence dans les villes. Dans un premier temps, jusqu'au début de ce siècle, l'agriculture a été négligée, servant de main d'œuvre pour l'essor très rapide du capitalisme urbain.

Le gouvernement chinois a été obligé de changer de politique pour nourrir la population (20% de la population mondiale pour 9% des terres arables). Dans un premier temps, il a compté sur une accumulation interne à l'agriculture chinoise en suivant une ligne « *prendre moins, donner plus et libérer les initiatives* », favoriser la concentration rapide des exploitations et l'accroissement de la productivité en garantissant les prix et en subventionnant la mécanisation et les intrants. Mais le morcellement des exploitations et l'importance de la pollution en milieu rural ont maintenu des coûts élevés et limité la capacité à nourrir la population chinoise dont la consommation était en forte augmentation. La Chine s'est alors lancée **dans les années 2010** d'une part dans une politique d'importation de produits et d'autre part dans une politique agressive d'achats de terres, d'intermédiaires commerciaux et d'entreprises de transformation agro-alimentaire à l'étranger, le tout sous l'égide d'un capitalisme d'État. Les millions de paysans chinois sont ainsi concurrencés par des produits étrangers et tenus à l'écart d'un capitalisme agricole d'origine public.

Conclusion

Bien que les situations des paysans soient différentes d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, la question paysanne tourne autour de quatre grands problèmes.

1. L'accès des paysans à la terre.

En dépit de ce que la pénétration du capitalisme dans le secteur agricole ait pour effet de vider les campagnes de leur population en accroissant de manière considérable la productivité du travail, il subsiste des masses de paysans pauvres que l'industrialisation urbaine ne peut absorber d'un coup même quand elle est effectuée à marche forcée comme en Chine. Or ces masses de paysans n'ont pas accès à la terre, i.e. dans des conditions qui assureraient leur survie dans le cadre d'un autre type d'agriculture. Leur accès à la terre ne peut passer par la propriété individuelle. Le modèle de l'exploitation paysanne familiale a vécu, il ne peut être qu'un passage vers l'invention de formes de propriété collective.

2. L'alimentation de la population

Nourrir un pays est présentée comme la mission de la paysannerie et le fondement de sa légitimité sociale. En élevant la productivité du travail de la terre bien au-delà de ce que pouvait faire l'agriculture de subsistance, le capitalisme se targue de beaucoup mieux remplir cet objectif et de pouvoir faire face à l'accroissement de la population mondiale. Mais en détruisant l'agriculture traditionnelle qui est à la base de l'alimentation de la population, la pénétration capitaliste de l'agriculture paysanne par le modèle du secteur exportateur rend plus difficile l'alimentation des plus pauvres. Selon la Banque mondiale, la vie de 205 millions d'individus dans 45 pays est en danger faute d'accès à la nourriture. L'industrialisation de la production développe par ailleurs la part des produits transformés dans la consommation alimentaire et crée des problèmes de santé publique dans l'ensemble des pays.

3. La question écologique

L'agriculture intensive moderne comme l'agriculture traditionnelle aux techniques rudimentaires ainsi que les modes d'urbanisation détruisent les écosystèmes agricoles. À cela s'ajoutent les effets croissants des changements climatiques qui menacent en priorité l'agriculture.

4. La relation ville/campagne

Dans certains pays, 60% de la population active vit dans les campagnes. Mais l'urbanisation est galopante et l'exode rural important. Les campagnes sont encore dominées par la tradition mais les villages se transforment sous l'effet de nouveaux modes de production agricoles et les transferts d'argent de l'émigration. Même le village indien n'est plus ce qu'il était. Dans les pays développés, les paysans sont devenus minoritaires dans les campagnes et une partie croissante de leur travail consiste à préserver et aménager les espaces « naturels ». Comme dans les pays moins développés, le nouveau rapport ville/campagne est un point d'investigation.

• • •